

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/Q1/CHN/4  
10 octobre 2002

(02-5463)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

### Questions du TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU concernant la notification de la RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE<sup>1</sup>

La Mission permanente du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 octobre 2002.

#### **Questions posées dans le cadre du Mécanisme d'examen transitoire (MET) concernant la Chine sur les sauvegardes**

1. Veuillez préciser la portée de l'expression "toute personne physique ou autre organisation qui est liée à une branche de production nationale", à l'article 3 de la Réglementation notifiée. Veuillez indiquer si "toute personne physique ou autre organisation" doit être un producteur appartenant à la branche de production nationale. Le requérant doit-il, lors du dépôt de sa demande, fournir des renseignements sur la production de la branche de production et les éléments de preuve de l'existence du dommage grave qu'il a subi?
2. Lors de l'examen des facteurs responsables d'un dommage grave, énoncés à l'article 2 de la Réglementation, veuillez préciser si le niveau correspond bien à celui indiqué à l'article 4:1 a) de l'Accord sur les sauvegardes. Dans l'affirmative, veuillez préciser si ce niveau devrait être spécifié à l'article 2.
3. Veuillez préciser ce qu'il faut entendre par "publiera dans les meilleurs délais" à l'article 9 de la Réglementation, ainsi que les procédures pertinentes.
4. L'article 15 de la Réglementation dispose que les administrations compétentes (le MOFTEC et la SETC) doivent établir une détermination préliminaire conformément aux "constatations" auxquelles auront abouti leurs enquêtes, et l'article 11 prescrit en outre d'établir ces déterminations "sur la base d'éléments de preuve et de faits objectifs". Veuillez préciser le laps de temps qui s'écoule entre l'ouverture de l'enquête et la détermination préliminaire.
5. Les articles 5:2, 12:3 et 12:4 de l'Accord sur les sauvegardes prévoient chacun l'obligation de ménager des possibilités de consultation. Les articles 22 et 25 de la Réglementation reprennent les obligations visées aux articles 5:2 et 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes. Veuillez indiquer pourquoi aucune disposition ne traite des obligations énoncées à l'article 12:4 de l'Accord sur les sauvegardes.

---

<sup>1</sup> G/SG/N/1/CHN/2.

6. L'article 27 de la Réglementation dispose que la période d'application d'une mesure de sauvegarde ne dépassera pas huit ans. Veuillez indiquer en quoi cette période est conforme à celle visée à l'article 7:3 de l'Accord sur les sauvegardes.

7. Veuillez préciser à quelles conditions il y a application "de manière discriminatoire des mesures de sauvegarde à l'encontre d'exportations chinoises", conformément à l'article 32 de la Réglementation, et indiquer la procédure à suivre pour adopter les "mesures appropriées".

---